



5^{ème} congrès national du Mouvement Républicain et Citoyen Paris - 26 & 27 juin 2010

Contribution présentée par Michel Sorin

Nous avons élaboré un projet de motion, qui a été présenté par Michel Sorin au secrétariat national le 14 avril. Ce texte, complémentaire de la motion de Jean-Pierre Chevènement, est une contribution au débat interne. Il exprime notre réflexion sur la place du MRC, son rôle dans les deux ans qui viennent, au sein de la gauche, dans la vie politique nationale.

Voici ce texte, tel qu'il a été transmis aux membres du secrétariat national. Nous proposons que les militants s'en saisissent dans les comités locaux et les fédérations, dans le cadre du congrès.

Faire du MRC la base du rassemblement des républicains dans une gauche refondée

Pour une alternative en 2012

Nous sommes tous à la recherche d'une sortie par le haut de la marginalisation qui menace le MRC. Le programme de salut public, qui démontre la force de nos idées, est un élément sur lequel nous devons nous appuyer, de même que les orientations de la motion présentée par Jean-Pierre Chevènement, dans le but d'amorcer la reconquête par la France de la maîtrise de son destin.

Alors, pourquoi cette motion ? Elle vise à compléter et non à concurrencer celle de Jean-Pierre Chevènement, pour présenter le point de vue de militants et de cadres du MRC qui souhaitent débattre des tenants et aboutissants de notre organisation dans les deux ans qui viennent.

L'heure est à la réflexion collective : que doit être le projet de la gauche afin de présenter une alternative à Sarkozy et à la droite en 2012 ? Le modeste MRC porte l'héritage du combat politique des femmes et des hommes qui ont milité depuis plus de quarante ans pour que la gauche puisse gouverner le pays en faisant vivre la République et en représentant les intérêts du peuple français, en premier lieu le monde du travail.

Nous devons trouver un débouché politique efficient à ce combat, en nous projetant au cœur de cette gauche et en recherchant le débat avec les autres composantes sur la base de notre projet et de nos idées républicaines.

C'est en nous confrontant aux autres républicains de gauche, aux socialistes républicains, à l'ensemble de la gauche, au monde ouvrier, au monde agricole, au monde associatif, dans leur diversité, que nous parviendrons à sortir par le haut de notre structure étriquée et peu lisible, qu'est le MRC actuel.

L'opportunité que nous devons saisir - et qui nous rassemblera – est de préparer une candidature républicaine à l'élection présidentielle. Primaires ou pas, tout reste possible. Cela doit être l'occasion de peser de façon dynamique sur cette gauche qui cherche la France avec des lunettes mal appropriées.

Faire en sorte que la longue marche des socialistes républicains trouve son accomplissement à partir de 2012

Le moment est venu de donner l'impulsion décisive pour que la longue marche des socialistes républicains - initiée au sein de la SFIO à la fin des années 1960, autour de **Jean-Pierre Chevènement**, puis dans le cadre du PS de 1971 à 1992 - trouve son accomplissement dans les combats politiques des prochaines années.

Après le désaccord de fond lié à l'ouverture de la « parenthèse libérale » en 1983, l'Europe de Maastricht, approuvée par le PS, a été la cause directe de la rupture avec les socialistes, suite à l'échec du NON à la ratification du traité de Maastricht en 1992.

C'est bien la question européenne - son rapport avec la Nation et avec le peuple, et donc les contradictions fondamentales de la construction européenne avec la démocratie et la République, amplifiées par l'endoctrinement néolibéral et libre-échangiste - **qui est principalement à l'origine de l'impossibilité de maintenir la cohabitation entre républicains et socialistes.**

Vingt ans plus tard, en 2012, se présente **une échéance électorale qui sera décisive pour l'avenir de la France et de l'Europe**, aux prises avec la crise du capitalisme financier. Impossible d'en sortir sans remettre en cause les règles de ce système économique et financier qui se veut globalisant dans le monde, c'est-à-dire s'imposant à tous, avec la bienveillance complice des Etats.

La seule façon de s'opposer efficacement à cette emprise de la finance sur l'économie est de reconquérir le pouvoir politique. C'est cela l'enjeu de 2012. Comment la gauche parviendra-t-elle à être à la hauteur de cet enjeu national et européen ? C'est bien la question.

Nous, républicains de gauche, qui avons vécu les aléas de la longue marche républicaine, avons raison de ne pas accepter la soumission des socialistes aux règles néolibérales, pas plus que l'effacement de la démocratie dans la construction européenne.

Nous avons raison d'opposer notre NON républicain au traité constitutionnel européen en 2005, puis au traité de Lisbonne - qui en est, pour l'essentiel, la copie conforme - en 2008.

Nous pourrions nous attendre à ce que les socialistes reconnaissent leurs erreurs passées et la clairvoyance de nos prises de position, à partir de 1983, contre le choix fait par le PS (l'Europe libérale se substituant au socialisme).

Même si nous avons constaté des évolutions - par exemple, l'invitation de notre président à La Rochelle en 2009, puis l'accord MRC-PS sur un texte commun aux élections régionales 2010 - pour l'essentiel, **les socialistes n'ont pas changé de position, notamment en ce qui concerne la construction européenne.**

Il faut donc poursuivre la confrontation d'idées avec l'ensemble de la gauche.

Sur la question des primaires et de notre stratégie

Cela justifie pleinement que nous lancions le débat en vue de l'élection présidentielle sur la base de notre programme de salut public, en annonçant notre intention de présenter un candidat républicain.

Sur la question des primaires, il fallait que nous prenions notre autonomie dans la mesure où elles n'étaient pas précédées d'un débat politique sur les choix stratégiques à opérer en 2012. N'excluons pas d'y revenir, si les conditions de notre participation à des primaires ouvertes venaient à être réunies.

Préparons-nous à présenter une candidature républicaine - ancrée à gauche - quels que soient les cas de figure, dans le cadre ou non de primaires de la gauche.

De toute façon, l'enjeu de la prochaine élection présidentielle sera de relever la France, en rétablissant son caractère républicain. Cela n'est possible qu'en refondant la gauche.

En 2008, lors de notre congrès, nous avons adopté une **analyse de la situation du monde** - le tsunami financier - qui n'a pas pris une ride, et opté pour **la stratégie de refondation de la gauche sur des bases républicaines** en vue de son rassemblement lors des prochaines échéances électorales nationales. **Cette stratégie reste valable.**

Au moment où les faits nous donnent raison, notre priorité doit être de rassembler et d'organiser nos forces, afin de donner du souffle à notre combat politique.

Il nous manque un peu de confiance en nous, en notre capacité militante de convaincre. **Donnons-nous les moyens collectifs d'être nous-mêmes, sans complexes, le parti de rassemblement de la gauche républicaine.**

Sortons de l'isolement en multipliant les contacts avec les autres forces progressistes, qu'elles soient politiques, syndicales et associatives.

Attaquons-nous aussi à l'isolement des militants en mettant en œuvre la dialectique entre le mouvement d'en haut et le mouvement d'en bas. Organisons des déplacements de « mousquetaires » nationaux dans les départements, Jean-Pierre Chevènement montrant l'exemple.

Valorisons mieux les capacités militantes, en les sollicitant, pour utiliser Internet et d'autres moyens de communication.

Faisons davantage confiance aux militants dans les régions et les départements. Ne sous-estimons pas, au niveau de la direction nationale, le rôle politique déterminant de la coordination, de l'animation et du développement des fédérations départementales. La formation des militants et des élus nécessite une structuration au niveau national et des relais dans les régions.

Pratiquons la démocratie interne, en faisant vivre le bureau national élu par les régions et les départements. Avec le Conseil national, qui est réuni trois ou quatre fois par an, le Bureau est l'instance « parlementaire » chargée de contrôler l'exécutif, c'est-à-dire la direction (le secrétariat national).

Concrètement, rassemblons dans l'action tous les militants de toutes les fédérations, par le dialogue et le souci de dépasser les clivages anciens.

Tous ensemble, avec Jean-Pierre Chevènement, nous réussissons le pari de la longue marche en relevant la gauche avec la France.

14 avril 2010

Premiers signataires

Michel Sorin (53)
Denis Durand (18)
Claude Nicolet (59)
Patrick Trannoy (19)
Serge Maupouet (17)
Alain Pachot (77)
Gérard Beillard (53)